



Rapport sommaire : Atelier de dialogue sur l'appui de la communauté internationale à l'action humanitaire locale

23-24 mars 2022, Goma

Introduction

Cet atelier s'est adressé aux succès et aux défis de l'appui de la communauté internationale aux intervenants locaux dans l'action humanitaire en la République Démocratique de Congo (RDC). Convoqué par USAID, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (FICR) et le bureau du Coordinateur Humanitaire des Nations Unies (ONU) en RDC, l'atelier a rassemblé des représentants : des organisations non-gouvernementales nationales (ONGN) (et plateformes d'ONGNs) de Nord Kivu, Ituri et Sud Kivu ; des comités de Nord Kivu, Maniema et Sud Kivu de la Croix-Rouge de la RDC (CR RDC) ; le Ministère des Affaires Sociales, des Actions Humanitaires et de la Solidarité Nationale ; des ONGs internationales (ONGI) ; des agences de l'ONU ; et des bailleurs de fonds.

L'atelier a pris, comme base de départ, les engagements du « Grand Bargain ». Lors du Sommet Humanitaire Mondiale en 2016, les plus grands bailleurs de fonds et les organisations humanitaires internationales se sont engagés dans cet accord pour effectuer des transformations dans le système humanitaire international. Entre autres, ils se sont engagés à augmenter leur investissement dans le leadership, dans les capacités et dans l'exécution des programmes humanitaires par les acteurs locaux (c-à-d, les ONGs nationales, les Sociétés Nationales de la Croix Rouge, et les autorités publiques). A l'occasion de leur réunion annuelle de 2021, les signataires ont affirmé l'intention d'amener le dialogue sur l'exécution des engagements du Grand Bargain plus au niveau des pays récepteurs de l'aide, sous le slogan de l'amener « de Genève à Goma ». Cet atelier a été un premier pas sur ce chemin.

A la cérémonie d'ouverture, Marcel Muamba Kalala, Président, Comité de Nord Kivu, CR RDC, a noté les succès de l'action des volontaires de sa branche dans l'arrêt des épidémies et dans l'appui des sinistrés, saluant l'appui des partenariats importants avec des acteurs internationaux du Mouvement de la Croix Rouge et du Croissant-Rouge et de l'UNICEF. M. Bruno Lemarquis, Représentant Spécial Adjoint du SG de l'ONU, Coordinateur Résident et Coordinateur Humanitaire en RDC, a souligné son engagement d'augmenter d'avantage la voix et la participation des acteurs locaux dans les mécanismes de coordination humanitaire du pays. M. Lucien Lefcourt, Directeur du Bureau, a.i., Bureau de l'Assistance Humanitaire, USAID, a annoncé l'intention de USAID d'augmenter considérablement son financement direct pour les acteurs locaux en RDC, conforme à son objectif global d'atteindre un taux de 25% des fonds d'USAID canalisé directement aux acteurs locaux d'ici à 2025.

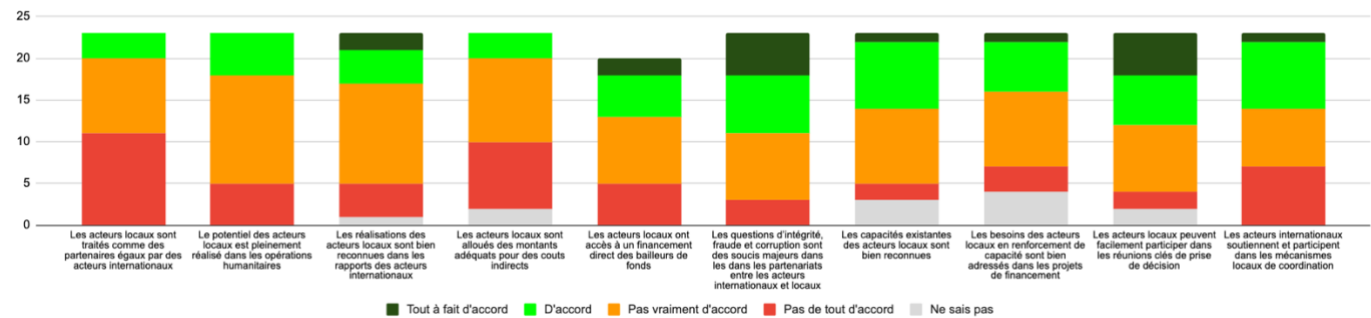
Discussions

Après une présentation des objectifs, les structures et l'évolution du Grand Bargain, les participants ont trouvé que ses engagements relatifs à l'action locale sont très pertinents pour la RDC. Ils ont noté des avancées remarquables dans plusieurs domaines dans le pays, mais aussi beaucoup d'aspects toujours à améliorer. Un questionnaire distribué avant l'atelier a révélé que les participants¹ voient les lacunes les

¹ Nous avons reçu une réponse de 24 des 44 participants.

plus importants dans les domaines de financement et de renforcement des capacités/transferts de compétences, mais aussi des soucis dans les qualités de partenariats. Des défis particuliers ont été notés pour les organisations dédiés aux droits de femmes et de la part des responsables de gestions des crises du gouvernement.

Perceptions des participants



Financement

Les participants ont salué quelques avancées sur le plan de financement, notant qu'il est plus facile maintenant qu'il y a quelques années pour les ONGNs d'accéder au financement international. Cependant, bien qu'amélioré, cet accès reste difficile selon les acteurs locaux, surtout pour les nouveaux entrants (sans partenariats établis) et pour le gouvernement. On a noté une augmentation dans la proportion de financement canalisé par le Fonds Humanitaire du Pays de l'ONU (de 25% à 35%) et par quelques bailleurs de fonds aux acteurs locaux, aussi bien que des aspects positifs des consortia entre les ONGI et ONGN. Toutefois, une majorité écrasante du financement passe toujours aux acteurs internationaux, et la compétition avec eux lors des appels à propositions est perçue par les ONGNs d'inégale. De plus, on a observé des écarts dans les montants accordés aux ONGIs et ONGNs dans les projets de financement pour le même travail. ECHO a noté qu'elle n'est pas encore capable d'offrir un financement direct aux acteurs locaux, mais qu'elle encourage les partenariats entre les acteurs internationaux et locaux.

Renforcement des capacités / transferts de compétences

Les acteurs locaux ont signalé très peu d'accès au financement pour leurs capacités institutionnelles de base (par exemple, en gestion financière). Quand un financement est disponible pour cet objectif, il est souvent à courte durée. Plusieurs ont vécu une interdiction d'accès aux frais administratifs/indirects dans les accords de projet, bien que de tels coûts sont permis aux acteurs internationaux. Ils ont noté que les évaluations requises pour le financement tardent souvent à se produire et qu'il arrive que les acteurs locaux soient écartés de financement due aux lacunes constatées par de telles évaluations sans réflexion à une aide pour les combler. En revanche, plusieurs organisations internationales (dont Diakonie, ONU Femmes, OAA/FAO, Caritas) ont noté des nouvelles opportunités / projets pilotes pour le financement de renforcement des capacités.

Coordination

Des opportunités de participer dans les mécanismes internationaux de coordination se sont multipliées en RDC, et il existe plusieurs instances avec des ONGNs en « co-lead ». En même temps, quelques

ONGNs ont noté que cette présence ne se traduit pas automatiquement dans une ouverture à leur voix dans la prise de décisions clés (et que les « co-leadership » ont tendance à être attribué seulement aux niveaux les plus locaux).

Partenariat

La CR RDC a salué ses partenariats dans le Mouvement de la CR/RC et avec UNICEF. Plusieurs ONGNs ont également apprécié leurs partenariats / consortia. Cependant, plusieurs voix se sont aussi élevées à propos de mauvaises pratiques et attitudes rencontrées dans les partenariats, tel que des contrats « à prendre ou à laisser » et une tendance à « braconner » le personnel formé et expérimenté des organisations locales dans le recrutement des acteurs internationaux.

Prochains pas

Alix Masson du NEAR Network a présenté le concept de « Groupes de Référence Nationaux » sur la Localisation qui a été récemment adopté par le Groupe de Facilitation du Grand Bargain à Genève. Le besoin d'un tel groupe dépendra des structures existantes et le contexte de chaque pays. Il est attendu que de tels groupes soient menés par des acteurs locaux mais qu'ils engagent également les organisations internationales et les bailleurs de fonds.

Les participants ont partagé plusieurs idées de prochains pas en RDC, dont les suivantes :

Pour l'ensemble des parties prenantes

- Une vulgarisation plus étendue du Grand Bargain et une dissémination plus générale du questionnaire utilisé pour cet atelier
- L'organisation de réunions périodiques, comme cet atelier, pour suivre les progrès (peut-être lié au concept de Groupe de Référence National)
- Le développement et suivi d'indicateurs convenus au niveau du pays sur les engagements du Grand Bargain liés à la localisation

Pour les acteurs locaux

- Le développement d'un « plateforme des plateformes » des ONGNs au niveau national
- L'usage plein des opportunités existants de formation et de renforcement des capacités

Pour les organisations internationales

- Un accord mutuel avec des partenaires locaux sur le développement des propositions et des contrats de partenariat
- Une ouverture à davantage de partenaires locaux (pas toujours les mêmes)
- Une standardisation des politiques d'évaluations

Pour les bailleurs de fonds

- Le développement des projets de financement dédiés pour le renforcement des capacités des acteurs locaux
- L'octroi d'une plus grande partie des fonds humanitaires aux ONGNs
- L'inclusion d'indicateurs pour le renforcement des capacités de acteurs locaux dans leurs accords avec des acteurs internationaux
- Un appui aux réseaux et plateformes d'acteurs locaux et les autorités publiques